

Les habitants de Scarborough n'ignorent pas qu'il existe actuellement 6 000 tonnes de sol contaminé dans leur région. Ils parlent de faire enlever cette terre contaminée. Je rappelle au député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) que nous avons aussi des sols contaminés en Colombie-Britannique. En effet, nous sommes aux prises avec le problème des déchets de faible activités à Surrey.

Pendant nos audiences, on nous a appris qu'il existait environ 1 200 000 tonnes de sol contaminé dans la région de Port Hope. Les députés ont-ils une idée de ce qu'il en coûte pour enlever pareille quantité de terre? On ne peut quand même pas la déverser dans le lac. Les contaminants enfouis dans le sol s'écoulent déjà dans ce lac actuellement. Et c'est un problème grave.

Je suis effaré de voir les problèmes écologiques et les problèmes de contamination qui existent dans le Golden Horseshoe entourant Toronto et le sud-est de l'Ontario. Ces problèmes m'ont frappé quand nous avons visité la région. Je ne pense pas que le gouvernement fédéral, la société d'État, Eldorado Nucléaire jusqu'à présent, ou les autorités de l'Ontario, se soient vraiment rendu compte de ce que coûterait ce nettoyage. La note sera très élevée.

En vertu de cette mesure, comme le fait valoir le député d'Ottawa-Centre, le gouvernement s'est engagé à assumer une bonne partie des coûts. Je pense en avoir donné les chiffres exacts. Les deux premiers millions de dollars seront assumés par la compagnie. Des 98 millions suivants, 23 p. 100 seront assumés par la compagnie, et 76,5 p. 100 par le gouvernement fédéral. Ce pourcentage représente environ 75 ou 76 millions de dollars. Le coût de l'élimination du reste des déchets sera assumé intégralement par le gouvernement fédéral. C'est là un bon moyen de débarrasser Eldorado Nucléaire de son problème d'élimination des déchets de l'environnement, problème qui existe depuis longtemps. C'est là une des plus grandes obligations de cette société, voire la plus grande. On lui permet d'y échapper en douce par des moyens détournés.

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, je vois que nous n'aurons pas suffisamment de temps pour achever le débat aujourd'hui. Je pourrais peut-être dire quelques mots avant qu'on y mette fin pour la séance d'aujourd'hui.

Je commencerai mes observations au sujet de l'amendement proposé par mon collègue de Regina sur une note plutôt triste. Aujourd'hui est un jour fort sombre pour la nation. Nous discutons de la vente d'Eldorado Nucléaire à des intérêts privés sans connaître le plan général du gouvernement en ce qui concerne la privatisation des sociétés d'État. Un peu plus tôt, les Canadiens ont été choqués d'apprendre que le gouvernement comptait privatiser Air Canada. Là encore, cette initiative est annoncée sans nous donner idée du programme général ou du contexte dans lequel elle sera prise. J'y vois simplement une initiative qui correspond à certaines théories et qui est prise à la veille d'une période pré-électorale.

Je suppose que nous pouvons dans un certain sens parler de ces deux initiatives, car nous, du Nouveau parti démocratique, nous sentons vivement inquiets quand nous voyons le gouvernement aller à l'encontre de ce qui est manifestement la volonté du public.

Sénat et Chambre des communes—Loi

Je voudrais examiner les résultats de certains sondages qui ont été effectués ces deux derniers jours. Par exemple, dans ma province de Colombie-Britannique, je constate que lorsqu'on les interroge à ce sujet, 72 p. 100 des répondants jugent qu'Air Canada est une entreprise bien administrée. Quand on leur demande si elle devrait ou non être vendue au secteur privé, une majorité écrasante des répondants en Colombie-Britannique disent que non. Ils sont fiers d'Air Canada. Ils estiment qu'elle est bien administrée et qu'elle sert bien le pays. Ils disent qu'elle jouit d'une renommée internationale. Elle passe pour être l'une des dix meilleures compagnies aériennes dans le monde. Elle est rentable.

Les Canadiens de ma province de Colombie-Britannique ont certes fait clairement savoir ce qu'ils veulent. Or, cette opinion est contraire à l'initiative que prend le gouvernement. Voilà qui explique peut-être pourquoi la popularité du gouvernement est si faible dans le pays et particulièrement dans des régions comme la Colombie-Britannique. C'est parce que les gens n'ont tout simplement pas confiance dans les initiatives visant à confier des entreprises appartenant au secteur public à des sociétés privées.

Je vois, madame la Présidente, qu'il est temps de mettre fin à mon intervention pour aujourd'hui.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Comme il est 17 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des Affaires émanant des députés, selon l'ordre indiqué au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

• (1700)

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— PROJETS DE LOI PUBLICS

[Traduction]

LA LOI SUR LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES COMMUNES

MESURE MODIFICATIVE

M. Murray Dorin (Edmonton-Ouest) propose: Que le projet de loi C-245, tendant à modifier la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes (suspension), soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.

—Si je prends la parole aujourd'hui, c'est pour traiter de mon projet de loi C-245 qui vise à encourager les hommes et les femmes qui siègent à la Chambre et à l'autre endroit à se comporter d'une façon honorable. Mieux vaudrait peut-être qu'il s'applique aussi à ceux et celles qui font partie des comités, étant donné l'expérience que je viens de vivre depuis à peu près une heure; en effet, nous avons perdu à peu près une heure à discuter d'une question de procédure que nous aurions pu régler en moins d'une minute, n'eût été surtout des efforts déployés par un certain député qui ne fait pas normalement partie du comité et qui s'est appliqué à attirer l'attention sur lui en tenant toutes sortes de propos partisans et sans aucun rapport avec l'objet de notre examen.

Le Sénat et la Chambre des communes sont les endroits tout indiqués pour discuter les grands sujets que sont la gestion efficace, la justice économique et une société équitable. A ces